

Edito

Ce nouveau numéro de Faire Savoirs paraît dans un contexte qui ne peut évidemment laisser indifférents tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à concevoir et à porter le projet de notre revue.

C'est le branle-bas de combat dans le monde de la recherche. La crise – qui se préparait depuis plusieurs années, pratiquement depuis le début des années 1990 – a explosé, de manière brutale, et, du coup, les débats fusent et se fragmentent selon une multitude de lignes, révélant la diversité des intérêts des acteurs et de leurs représentations de la recherche et de ses enjeux. Ils révèlent aussi à quel point, compte tenu de ces enjeux, la recherche, autrefois « sanctuarisée », est aujourd'hui intégrée dans les sphères du politique et de l'idéologie.

Grâce à la rapidité et l'ampleur de la réaction comme de la mobilisation, le mouvement lancé par le collectif « Sauvons la Recherche », qui a su éviter le piège du corporatisme, a connu un premier succès remarquable. Au-delà de la satisfaction de ses revendications immédiates, il a réussi à faire de l'avenir de la recherche et des réformes dont notre dispositif scientifique et universitaire a un besoin urgent, l'objet d'un débat de fond associant non seulement tous les personnels et composantes de ce dispositif, mais aussi les acteurs sociaux qui, comme usagers, partenaires ou décideurs, sont intéressés à l'avenir de la recherche scientifique et à son rôle dans le développement social, économique et culturel du pays.

C'est le sens et l'enjeu des Etats généraux dont la mise sur pied est en elle-même une victoire face aux multiples tentatives d'étouffer le débat de prospective sous les simulacres de consultation, les projets préfabriqués d'experts cooptés, les concurrences inter-institutionnelles et le poids des lobbies industriels.

Nous ne pouvons donc que nous réjouir de la fenêtre ainsi ouverte sur l'avenir.

Encore faut-il que ces Etats généraux puissent se dérouler dans des conditions satisfaisantes et répondre aux énormes attentes actuellement suscitées. Rien ne serait pire que d'escamoter les discussions et de laisser passer l'occasion, sans doute assez unique, qui se présente de reprendre les choses en main et de remettre la recherche sur ses rails. Il faut pour cela que,

dans l'esprit d'ouverture dont il est question ci-dessus, la diversité des enjeux et des intérêts collectifs puisse être réellement prise en compte.

De ce point de vue, nous voudrions souligner brièvement trois lignes de préoccupations majeures qui font totalement écho à celles qui furent les nôtres, d'abord en lançant notre revue et notre site (www.amares.org), puis en concevant sous le sigle « SHS 2i » ce qui est aujourd'hui devenu un programme de recherche à part entière. Ces préoccupations concernent parallèlement l'avenir des SHS, la « recherche sur la recherche », et la dimension régionale du développement des activités de recherche.

Commençons par l'avenir des Sciences de l'Homme et de la Société (SHS): que deviennent-elles ou que vont-elles devenir à la suite du remue-ménage actuel ?

La place et l'image des SHS ne sont pas très confortables. Chaque fois qu'il est question d'aménager les structures et modes de fonctionnement de la recherche, les SHS sont systématiquement, sinon malmenées, aux mieux laissées pour compte. Même lorsque le statut de science leur est reconnu (ce qui n'est pas toujours le cas), on continue à leur attribuer un statut assez inférieur dans la hiérarchie des disciplines et, de ce fait, des priorités assez faibles.

Il y a certes encore beaucoup à faire pour que les SHS puissent, dans les débats difficiles à venir, faire valoir à la fois leur spécificité et, non seulement leur importance quantitative, mais l'importance de leur rôle, actuel et surtout potentiel et souhaitable. Mais le débat actuel s'inscrit – fortement, voire de manière dominante – dans le cadre de préoccupations relatives à « ce que rapporte la science ou la recherche ». On peut décliner cela de multiples façons et parler, selon les cas, de résultats, d'utilité, de rendements, de valeurs, de bénéfices, de profits... D'une manière ou d'une autre, le raisonnement consiste à s'interroger sur les retombées positives de la science en termes économiques, c'est-à-dire, en définitive, en termes d'innovation, de croissance et d'emplois. Qu'on le veuille ou non, et quelles que soient les réticences que l'on puisse exprimer à l'égard de ce genre de discours, les préoccupations qui le sous-tendent sont, elles, devenues incontournables.

Qu'en est-il des SHS, de ce point de vue ? A quoi « sert » l'histoire, à quoi « sert » la sociologie, à quoi « servent » les sciences économiques ?

Il existe une première manière de parler de l'utilité des SHS: en relation avec l'innovation. Le discours est en effet devenu selon lequel si les volumes d'innovation sont en Europe insuffisants (ce qu'on a appelé le « paradoxe européen »), c'est faute d'avoir suffisamment tenu compte des enseignements des SHS, qui auraient permis de mieux appréhender les com-

portements et les contextes humains et sociaux et, par là, de réduire les incertitudes, qui conditionnent lourdement l'introduction de telles innovations. C'est une manière évidemment très réductrice de traduire l'importance que doivent avoir les SHS, d'autant plus que, dans la pratique, cela ne conduit, le plus souvent, qu'à surajouter un volet SHS à des projets de recherche relevant des sciences naturelles.

Par rapport à cela - qui n'est en effet pas satisfaisant - nous entendons bien apporter notre contribution, tant sur le fond que dans la forme. Sur le fond, il n'est pas - il ne devrait pas être - difficile de comprendre que pour résoudre nombre de problèmes que rencontrent nos sociétés - comme la violence, les épidémies, ou le communautarisme... - et en particulier les problèmes de nos systèmes complexes comme ceux de l'éducation, de la santé, des transports, de la ville, de la drogue, des déchets, il est indispensable de développer de manière considérable les capacités de compréhension de ces systèmes et plus généralement des réalités humaines et sociales qui les sous-tendent. N'est-il pas évident que si l'on prenait réellement conscience de ces enjeux - à la fois des problèmes humains et sociaux posés mais aussi des ressources ou dépenses engagées - ce sont des recherches SHS de tous autres ordres de grandeur qui deviendraient rapidement nécessaires. Mais il faut aussi, concernant la forme, se préoccuper des modalités selon lesquelles les connaissances des SHS peuvent en effet se diffuser et contribuer à ces capacités accrues de compréhension, à travers l'ensemble de la société.

En liaison avec cette image malmenée des SHS, il faut faire état d'une deuxième préoccupation. Les débats actuels révèlent ce qu'il faut bien appeler les énormes ignorances et incompréhensions des réalités de la recherche. C'est peut-être en partie la faute des chercheurs ou des scientifiques. Dans la mesure où les communautés scientifiques, peut-être trop sûres d'elles, n'ont pas - ou si peu, et en tout cas beaucoup moins qu'à l'étranger - développé des « recherches (pluridisciplinaires) sur la recherche », ni opéré de retours réflexifs sur elles-mêmes et sur leurs modes de fonctionnement et leurs pratiques. Et le déficit de recherches sur la recherche autorise à la fois les discours technocratiques-gestionnaires et en face le balancement entre, d'un côté la crispation sur des représentations figées de la production de connaissances, et de l'autre, l'abandon sans principe aux conceptions marchandes-utilitaristes de la science.

En lançant le programme SHS2i - programme pluridisciplinaire (les diverses SHS), pluri-université (25 laboratoires de recherche relevant de

5 universités PACA et l'IUFM d'Aix Marseille) et pluri-annuel (2004-2007), notre ambition était de convaincre nos collègues et nos institutions qu'il faisait partie des droits et des devoirs de tout chercheur de prendre le temps et de disposer des moyens pour réfléchir ensemble et en collaboration avec les acteurs sociaux sur les conditions dans lesquelles sont produites et diffusées nos recherches et sur la façon dont elles contribuent à un développement social, économique et culturel dont tout le monde reconnaît aujourd'hui que la science est désormais une composante essentielle.

La troisième préoccupation concerne la ou les dimensions régionales de la recherche. Un peu partout - en France comme à l'étranger - la région apparaît comme un espace possible, voire comme l'espace approprié, pour le développement d'actions stratégiques de développement des activités de recherche, plus particulièrement en liaison avec des développements en matière de technologie et d'innovation. Dès lors se pose la question de savoir si - dans quelle optique, avec quels moyens, selon quelles modalités, ? - peuvent se développer, en région PACA - et pas seulement pour les SHS, et pas seulement même pour la science proprement dite - des dynamiques régionales de recherche, de développement technologique et d'innovation.

Depuis l'origine, nos initiatives ont visé à organiser des échanges, coopérations et interactions entre les diverses disciplines des SHS, mais aussi entre ces SHS et la société ou les divers types d'acteurs et de populations (« Amares » veut dire « animation », « rencontres », « échanges »). Et dans la mesure où la région PACA représente une masse critique importante de recherche en SHS, l'objectif était de mettre en valeur ce potentiel régional et - pourquoi pas ? - de faire de PACA une sorte de vitrine de la recherche en SHS. Le projet SHS2i dont il est question ci-dessus n'est-il pas typiquement un projet régional : un projet émanant d'un groupe de chercheurs de la région et qui a été soutenu par la région, puis par les institutions scientifiques de la région ? Pouvons-nous aussi contribuer à faire avancer les réflexions sur les manières de construire une approche régionale de la recherche ?

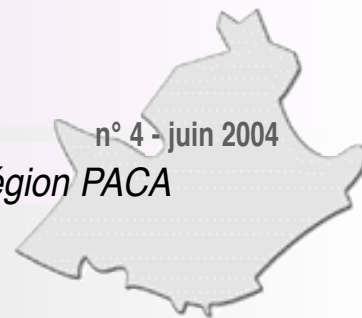
Dans la mesure donc où nos projets s'inscrivent très directement dans certains des débats actuels, nous ferons pour notre part tout ce qui est en notre modeste pouvoir pour contribuer dans notre région au succès des réflexions et concertations sur l'avenir de la recherche et appelons nos lecteurs à y participer activement.

Jacques De Bandt

Faire Savoirs

n° 4 - juin 2004

Sciences humaines et sociales en région PACA



Dossier Aménagement & Débat public

Coordination : Maurice Olive
Jean-Michel Fourniau

études
Centralités communales

métiers shs
Chargé de mission territorial

thèses
• Décentralisation / Bureaucratie
• Université / Ville

lectures
• Vote en PACA
• Esclavage colonial